

Changer les mots à défaut de soigner les maux ?

- Critique du développement durable -

Article paru dans la Revue Française de Gestion, n°176, Août-Septembre 2007, pp.203-209.

Florence Rodhain

Maître de Conférences

Université Montpellier 2

Ecole Polytechnique Universitaire

CREGOR : Centre de Recherche En Gestion des ORganisations

florence.rodhain@univ-montp2.fr

RESUME :

Tel un pansement sur une jambe de bois, le développement durable ne serait-il pas une façon de changer les mots à défaut de changer les choses, un alibi pour poursuivre en toute impunité un développement, par essence, non durable ? Ne constitue-t-il pas une aubaine, dans la mesure où il autorise à ne pas interroger ce qui doit précisément l'être : le développement lui-même ? Cet article a pour objectif de critiquer ce concept flou, passe-partout, qu'est devenu le développement durable et de questionner celui qu'il cache et qui est rarement remis en question : le développement.

INTRODUCTION

Les signaux d'alerte de la situation dramatique que vit la planète sont donnés depuis longtemps. La terre est malade, et cette maladie résulte de l'action de l'homme. C'est l'occasion d'une remise en cause globale de nos modes de fonctionnement. Sans cette remise en cause sur les fondements, le risque est grand de ne traiter, au mieux, que les symptômes. Face à la maladie, deux attitudes peuvent être adoptées : se soigner ou se guérir. Les soins visent à soulager la douleur, à supprimer les symptômes. Cette démarche est superficielle lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'une recherche des causes profondes de la maladie, qui ne peut être prise en charge par l'institution médicale seule : c'est au patient qu'il revient d'en rechercher les fondements. La guérison est la démarche visant à créer un environnement tel que la maladie, une fois son intérêt disparu, ne puisse plus avoir prise sur le patient.

La maladie pourrait être considérée comme un signal d'alerte offert par la vie. La maladie ne serait que le symptôme d'un mal être ne se réduisant pas au corps physique. Sa signification

symbolique offrirait l'opportunité de s'interroger sur son mode de fonctionnement ; cette remise en cause pouvant être salutaire lorsqu'elle est suivie d'un réel changement comportemental.

Avec les soins, on endort le patient ; avec le développement durable, on endort le citoyen. On l'endort alors même que le sens de la maladie est le réveil ! N'est-ce donc pas l'inverse de ce qu'il conviendrait de faire ? La maladie de la terre ne devrait-elle pas conduire au réveil de l'humanité et non pas à son assoupissement ?

Le développement durable, tel qu'il est pratiqué, apporte au mieux quelques soins à la planète. Cependant, les soins peuvent être néfastes à long terme car ils peuvent conduire à l'illusion de l'absence du mal. Face à une mauvaise herbe dans le jardin, une alternative : soit couper l'herbe à sa base, soit arracher la racine. Dans le premier cas, on est dans les soins ; les causes ne sont pas traitées et la mauvaise herbe a toutes les chances de repousser à nouveau. On peut avoir l'impression que la terre est propre, alors que c'est uniquement une illusion à la surface. Une vision en profondeur montre les racines. Or le développement durable n'a pas pour projet cette vision en profondeur, cette interrogation sur les causes profondes de la maladie.

Le développement durable ne serait-il pas un moyen de changer les mots à défaut de changer les choses ? Ne serait-ce pas un moyen de se concentrer sur les mots pour éviter les maux ? Les défis écologiques auxquels la planète est confrontée (1) sont sans commune mesure avec les applications concrètes du développement durable, étant donné la ré-appropriation du concept par l'ensemble des acteurs économiques, dans le but, bien trop souvent, de conserver le statu quo en matière de développement (2).

1. Bref diagnostic de l'état de la planète

Pour présenter rapidement un état de la situation de la planète¹, concentrons-nous sur quelques chiffres et ramenons-les à l'échelle d'une journée. Entre le moment où l'on se lève le matin et l'instant où l'on retrouve les bras de Morphée :

- 6.000 enfants seront morts d'avoir bu de l'eau polluée,
- 41.100 hectares de forêt auront disparu (l'équivalent de 82.200 terrains de foot),
- entre 50 et 100 espèces auront disparu,
- 160.000 personnes auront quitté la campagne. La plupart des migrants finiront dans des bidonvilles périphériques,
- 55.000 tonnes de céréales ne seront pas produites à cause de l'érosion des sols,

¹ Sources : Belpomme 2004, Global Environment Facility 2002, Lee 2002, Nations Unies 2003, Ramonet 2004

- 27.397 enfants de moins de 5 ans seront morts de sous-alimentation, d'épidémies et d'insalubrité,
- 137.000 tonnes de pétrole auront été rejetées en mer par des navires,
- 27 tonnes de déchets nucléaires auront été produites,
- 12.300 personnes auront été sévèrement empoisonnées par des pesticides.

Concernant la situation économique et sociale, on constate que 20% de la population mondiale absorbe 90% de la consommation mondiale ; que 2/3 de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour, que 300 millions d'enfants sont exploités et que 842 millions d'individus souffrent de la faim.

Bien entendu, une mise en perspective s'impose : est-ce une amélioration ou une dégradation par rapport au passé ? Les spécialistes sont formels : les déséquilibres écologiques sont sans précédent :

- le rythme d'extinction des espèces est 10.000 fois plus élevé que depuis les 65 derniers millions d'années.
- Il n'y a jamais eu par le passé autant de maladies liées à l'environnement. 25% des maladies conduisant à des morts prématurées peuvent, dans les pays développés, être expliquées par la dégradation de l'environnement. Les cancers sont en augmentation importante : les ¾ d'entre eux sont directement liés à la dégradation de l'environnement.
- L'augmentation des températures est sans précédent sur le millénaire. Les catastrophes liées au climat ont augmenté de 160% entre 1975 et 2001.

En ce qui concerne la situation économique et sociale, on constate également une dégradation des inégalités sans précédent : en 1816, le ratio entre le PNB des pays les plus pauvres et celui des plus riches était de 1 à 3 ; en 1950, il passe de 1 à 35, en 1973, de 1 à 44, en 1992, de 1 à 72, et en 2000 de 1 à 86. Si l'on observe à présent les revenus combinés du cinquième de la population la plus pauvre par rapport au cinquième le plus riche, en 1960, le ratio était de 1 à 30 ; il passe en 1998 de 1 à 78.

Le nombre de personnes pauvres s'est accru de 100 millions dans les années 90. En 40 ans, le nombre d'individus souffrant de la faim a doublé : de 400 millions en 1965, on est passé à 842 millions en 2005. En France, l'indice BIP 40, baromètre des inégalités et de la pauvreté est passé de 3,60 en 1963 à 5,60 en 2003. L'indice de santé sociale montre qu'aux Etats-Unis, si le PIB par tête ne cesse d'augmenter entre 1970 et 1996, en même temps l'indice de santé sociale ne cesse de régresser.

En 2032, dans l'hypothèse où aucune mesure draconienne ne serait prise pour réguler ces dysfonctionnements, c'est 70% de la planète qui sera détruite et l'on assistera à l'effondrement de l'organisation sociale dans de nombreux pays du globe.

Si l'inégalité dans la répartition des richesses matérielles sur la planète s'est accrue, ce phénomène s'accompagne d'une inégalité dans la responsabilité des dégradations écologiques. Incontestablement, la responsabilité de la dégradation écologique de la planète incombe principalement aux pays riches. Globalement, l'empreinte écologique² des pays à hauts revenus est 6 fois supérieure à celle des pays à faibles revenus, et 3 fois supérieure à la capacité mondiale.

2. Le mythe du développement durable

Le développement durable est devenu un concept à la mode que l'on intègre à toutes les analyses. Derrière cette idée de durabilité se cachent plusieurs conceptions d'activistes, d'écologistes, d'humanistes, d'enseignants, de chercheurs, d'entrepreneurs, de salariés, de politiques, etc. Bref, à tous les niveaux de la société, des individus profondément touchés par l'état de la planète, et profondément convaincus de la nécessité de réguler ses dysfonctionnements. De l'autre, une conception plus utilitariste, inhérente à des institutions, et non plus à des personnes, dont l'intérêt est la récupération du concept. Comment expliquer, en effet, que le concept de développement durable soit accepté, reconnu par tous. N'est-ce pas suspect ? Surtout si l'on constate que, malgré toutes les professions de foi des multinationales ou des institutions qui s'en réclament, rien ne change ou presque.

Selon les écrits du courant post-développementiste, et en particulier ceux de Serge Latouche (1986, 1989, 2002, 2004), l'utilisation du qualificatif durable est intéressante pour les partisans du développement dans le sens où il contribue à nous faire croire que le développement peut s'inscrire dans la durabilité. Or s'il continue de la sorte, en matière de dégradation des équilibres économiques, écologiques et sociaux, à l'évidence, le développement durable, ne peut précisément l'être ! Dans la réalité, le développement serait-il contre la durabilité ?

Il est indispensable d'interroger le concept de développement durable et sa récupération par les institutions (multinationales, gouvernements, collectivités locales,...) afin de préserver le statu quo et de poursuivre des pratiques totalement « non durables ». L'idée est de révéler l'idéologie présente dans le qualificatif durable attaché au mot développement. Cette nouvelle qualification n'est-elle pas une façon de ne pas s'interroger sur l'urgence ? La question de la durabilité nous donne l'illusion d'un changement. Cela rassure la conscience des citoyens, mais finalement, rien, ou pas grand chose, ne change réellement : les équilibres écologiques continuent à être fragilisés, les inégalités sociales poursuivent leur progression. Ces déséquilibres justifient le fait que l'on s'interroge sur la notion même de développement, qui est porteuse de ces dysfonctionnements. Et c'est là que l'idéologie du développement durable est puissante : ce nouveau concept n'est-il pas une aubaine dans la mesure où

² L'empreinte écologique évalue la surface nécessaire pour produire les principales ressources consommées par une personne ou une population et pour absorber les déchets liés à cette consommation.

il permet de faire l'économie de cette interrogation ? N'autorise-t-il pas à ce qu'on n'interroge pas ce qui précisément doit être mis en débat : le développement lui-même ? La preuve en est : les dirigeants se le sont appropriés très rapidement, quitte à en faire un concept creux, vide de sens. Pour un courant de chercheurs et d'économistes, la durabilité est un nouveau domaine permettant de continuer à faire du développement en toute impunité. Selon Serge Latouche (2004), quand on parle de développement durable « *on a affaire à une monstruosité verbale du fait de l'antinomie mystificatrice de l'expression* » (p.51). En effet, le développement étant, à l'heure actuelle et tel qu'il est pratiqué, par essence, non durable, lui accoler le mot « durable » devient une imposture qui hérisse nombre d'écologistes, d'activistes, d'intellectuels à l'instar d'Edgar Morin qui affirmait le 15 mars 2005 « Le développement incontrôlé techno-économique, que l'on appelle encore en aveugle « développement », produit de plus en plus conjointement des menaces mortelles sur l'humanité et sur la biosphère ».

Pour adopter la nécessaire approche historique, une réponse aux questions suivantes s'impose (Rodhain et Llana 2006) : 1- quelle est la genèse du concept et son contexte d'apparition : quelle était l'idéologie véhiculée par le développement ? ; 2 - le développement ne représenterait-il pas une nouvelle forme de colonisation ? ; 3 - le développement chasse-t-il réellement la pauvreté ?

Le concept apparaît en 1949 dans le discours du Président Truman. Il se livre alors à une apologie du développement, en utilisant les travaux de Rostow qui seront vulgarisés en 1963. Selon cet auteur, les pays accèdent au développement en cinq étapes, l'étape ultime étant celle qu'il nomme « la société de consommation » et qui représenterait l'espérance ultime de la vie des hommes dans la société. Il divise les pays en deux blocs : les développés et les sous-développés. L'administration étasunienne impose une certaine vision du monde en utilisant certains critères pour qualifier le développement : apparaît le PIB, instrument quantitatif légitimant la pensée economiciste.

Les économistes du développement montrent que la doctrine Truman est la meilleure invention pour asseoir la domination étasunienne et la domination occidentale de façon plus élargie. Car progressivement, on se rend compte que le développement devient la nouvelle forme de colonisation. De Rivero (2003) explique comment le développement, relayé par le pouvoir médiatique et le pouvoir scientifique, par la volonté de domination idéologique de l'Occident, s'est imposé progressivement comme l'objectif à atteindre pour tous les peuples de la planète. Derrière la poursuite du développement se cache la marchandisation des activités sociales, le salariat, et le modèle occidental. En un mot, comme le dit Serge Latouche (1989), le développement, c'est l'occidentalisation du monde. Cette colonisation fait rentrer les pays du Sud dans des modèles de division internationale du travail qui les entraînent à exporter les matières premières ou à participer à la déforestation des forêts primitives. Ils doivent, en effet, rembourser la dette et assurer un niveau de vie à l'occidentale pour les élites locales. L'intégration de ces pays, entre autres par la spécialisation, aboutit à une plus grande soumission aux pays développés et pérennise leur domination. D'autant plus

que le cours des matières premières est fixé par les places boursières occidentales. On trouve alors des pays contraints, toujours plus soumis, et, parfois, malheureusement, toujours plus pauvres.

Rahnema (2003) soutient ainsi que la misère chasse la pauvreté dans les pays du Sud. Avec le développement, la diffusion des besoins socialement fabriqués s'accélère. Le poids des médias, du tourisme de masse, et la pression exercée par le modèle occidental, imposent une véritable domination symbolique et donc une volonté incontrôlée d'accession à la consommation. Certains pourront y accéder certes, mais d'autres en seront exclus et ceux-là connaîtront la misère. Misère matérielle d'abord, mais aussi, puisque les autres s'écarteront d'eux pour rentrer dans des logiques de consommation et d'accumulation, misère sociale.

Avec l'apparition du développement, on voit inexorablement la pauvreté généralisée acceptée se transformer en une minorité qui accède à la consommation des biens occidentaux et à une majorité rejetée, qui ne peut ou ne veut accéder à cette consommation. D'où croissance des inégalités, donc des frustrations. Des siècles d'équilibre écologique et d'harmonie sociale ont été ébranlés par les pressions symboliques du consumérisme.

CONCLUSION

Les sciences de gestion, mais également les sciences économiques, politiques et sociales s'intéressent de plus en plus au concept de développement durable. Il suffit pour s'en convaincre de constater l'émergence d'articles scientifiques sur cette question ainsi que le succès grandissant des colloques et rencontres consacrées à ce sujet. Production de communications, d'articles, de formations ; ne serait-il pas réducteur d'enseigner le développement durable sans prendre le recul de l'approche historique, et sans une approche pluridisciplinaire ? Pour que le développement durable soit autre chose que « le dernier gadget d'une mode managériale qui semble avoir de plus en plus de difficulté à renouveler ses collections après la décennie financière abrasive qui a clôturé le vingtième siècle » (Martinet 2005) ne devient-il pas indispensable de prendre du recul par rapport à ce concept, et d'offrir une approche critique aux étudiants ?

Le développement durable s'est imposé au monde de l'éducation. L'UNESCO a été mandaté par les Nations Unies pour promouvoir le développement durable dans tous les systèmes éducatifs du monde. En France, des cours d'EEDD (Education à l'Environnement pour un Développement Durable) ont été montés. Lucie Sauvé³ est très critique face à cette initiative planétaire : « adoptant une posture instrumentale, l'éducation devient ainsi un outil au service du programme politico-économique mondial de développement durable » (Sauvé 2007, p.2). Allant beaucoup plus loin, elle affirme « Les documents des instances internationales et des organismes relais n'ont visiblement pas été écrits par des spécialistes des fondements de l'éducation, ni par des environnementalistes réflexifs, ni par des acteurs critiques du « développement ». On y retrouve un discours empreint d'une naïveté certaine à l'égard du développement durable, perçu comme la « pierre philosophale pour résoudre tous les problèmes, la clé d'un nouvel Eden » (Gonzalez-Gaudio 2005) » (Sauvé 2007, p.5).

Si l'enseignement du développement durable peut être difficilement contourné, rien n'empêche les enseignants d'adopter une perspective critique ! La sensibilisation des élèves, étudiants et citoyens aux enjeux que représente le développement, ainsi que leur ouverture à l'idéologie véhiculée par les partisans du développement durable récupérant cette notion pour en faire un concept totalement vide de sens, deviendrait ainsi une priorité. Une approche pluridisciplinaire, historique, complexe, non mutilante, étudiant en profondeur et en prenant le recul nécessaire sur le concept de développement durable serait souhaitable. Il s'agirait d'apporter aux étudiants, futurs décideurs, les clés de compréhension d'un phénomène complexe, non réductible au passé proche ainsi qu'à la seule instrumentalisation du pouvoir en place, pour qu'ils puissent réfléchir, agir et décider de façon non mutilante pour l'environnement et la survie de la planète, pour qu'ils puissent véritablement se pencher sur ses maux, et non pas les éviter en jouant sur les mots.

³ Lucie Sauvé est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Belpomme D. (2004), « Ces maladies créées par l'homme – Comment la dégradation de l'environnement met en péril notre santé », Albin Michel.
- De Rivero O. (2003), *Le mythe du développement*, Editions Enjeux Planète.
- Global Environment Facility (2002), *The Challenge of Sustainability. An action agenda for the global environment*, Washington D.C.
- Gonzales-Gaudio E. (2005), « Education for Sustainable Development: configuration and meaning », *Policy Futures in Education*, Numéro spécial : Environmental Education And Education For Sustainable Development, vol.3, n°3, pp.243-250.
- Latouche S. (1986), *Faut-il refuser le développement ?*, Ed. PUF. 216 pages.
- Latouche S. (1989), *L'occidentalisation du monde*, Ed. La Découverte.
- Latouche S. (2003), *Décoloniser l'imaginaire*, Ed. Parangon. 174 pages.
- Latouche S. (2004), *Survivre au développement*, Editions Mille et une nuits. 127 pages.
- Lee M. (2002), « L'Etat de la planète 2002 », *L'Ecologiste*, n°8, octobre, pp.25-30.
- Martinet A.C. (2005), « Le développement sera-t-il durable ? », *2^{èmes} journées de l'atelier développement durable de l'AIMS*, 11 mai.
- Nations Unies (2003), *The Global Environment Outlook*.
- Rahnema M. (2003), *Quand la misère chasse la pauvreté*, Ed. Fayard. 320 pages.
- Ramonet I. (2004), « Une régression », *Le Monde Diplomatique – Manière de voir 72 : Le nouveau capitalisme*, pp.6-7.
- Rodhain F. et Llana C. (2006), « Le mythe du développement durable », *Préventique Sécurité*, Janvier-Février, n°85, pp.41-47.
- Rostow W. (1963), *Les étapes de la croissance économique*, Ed. Le Seuil.
- Sauvé L. (2007), « L'équivoque du développement durable », *Chemin de Traverse*, n°4, pp.31-47.